



Le présent Acte Constitutionnel  
de la République de Suisse  
appartient à  
Joseph Antoine Scheibler, Consul  
de la Ville de Saint-Gall  
Châtelain du Douable District  
d'Herzogenbuchhorn, Membre Rap-  
porteur du Tribunal Suprême  
de la République  
1802

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010247509





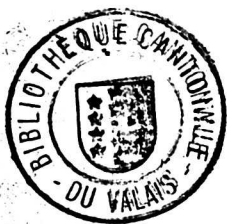












2791

# CONSTITUTION

DE LA  
RÉPUBLIQUE  
DU  
VALAIS.



---

A S I O N

Chez Antoine Advocat 1802.



PA 1348, a





AU NOM DU DIEU TOUT-PUISSANT.

---

## TITRE I.

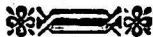
ART. I. La sainte Religion Catholique, Apostolique & Romaine est la Religion de l'ÉTAT; elle a seule un Culte public; la LOI veille à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice.

## TITRE II.

2. Le VALAIS forme un ÉTAT libre & indépendant, isolé des Républiques française, helvétique & Italienne, sous l'appui de ces trois Républiques, qui se portent garantes à cet effet.

3. La garantie de l'indépendance de la République helvétique, telle qu'elle est énoncée dans l'article II. du traité de Lunéville, de la part de la France, reste applicable au VALAIS, comme ayant fait partie de l'Helvétie à l'époque où ce traité fût conclu.

4. La République française aura le libre & perpétuel usage d'une route commerciale & militaire dirigée par le Simplon, & traversant le VALAIS depuis le département du Mont Blanc jusqu'au territoire de la République Italienne.



## TITRE III.

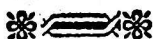
ART. 5. La route qui s'ouvre actuellement dans la montagne du Simplon sera construite & entretenue aux frais des Républiques française & Italienne, les propriétaires des terrains qui ont été pris pour cette route & qui pourront l'être, feront indemnifiés par elles seules; & le Gouvernement du VALAIS sera entendu sur la direction à donner à cette route.

6. Le VALAIS entretiendra à ses frais la route existante depuis St. Gingoux jusqu'à Brigue. Il reconstruira les parties qui viendront à manquer, & procurera sur son territoire la sûreté des voyageurs & des transports.

7. Le VALAIS ne sera pas obligé de garder ses passages; la République française prend à elle seule la charge de les défendre; ses troupes employées à cet effet seront défrayées par elle, & les ouvrages nécessaires construits & entretenus à ses dépens.

8. La République française fera tous les établissemens nécessaires dans le VALAIS, de manière que le service de ses troupes de passage pour le logement, les subsistances, fourages, transports, & fournitures quelconques, n'éprouvent point de difficultés & ne tombent point à la charge du pays.

9. Le VALAIS s'oblige à n'ouvrir aucune autre nouvelle route de communication avec les Etats limitrophes qu'après s'en être entendu avec la République française.



10. Les Républiques française, & Italienne ne prétendent aucun droit de douane, péage ou transit, sous quelque nom que ce soit, sur le territoire du VALAIS, à raison de la confection de la route du Simplon; de son coté le VALAIS s'oblige à n'établir de droits de cette nature que d'accord avec les Républiques française, & Italienne.

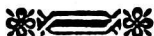
11. Le VALAIS & les Républiques française, & Italienne feront de concert & simultanément, & entretiendront les établissemens de poste aux chevaux, qui seront jugés nécessaires pour le service de la route, chacune en ce qui la concerne.

12. Les hospices du Simplon & du St. Bernard, & les routes qui y conduisent, seront entretenus en bon état.

13. Le VALAIS conserve la faculté d'avoir des régimens avoués aux services étrangers.

14. Attendu que la République du VALAIS n'envoie d'Ambassadeurs, & agens politiques & commerciaux, qu'aux trois Républiques-garantes, & qu'elle n'en reçoit que d'elles, les Ambassadeurs, & agens commerciaux de la République française dans les lieux où le VALAIS n'aura point d'agens protégeront les citoyens Valaisans, qui recourront à leurs bons offices.

15. Le VALAIS, en vertu de son indépendance, demeure dans le plein droit de faire des changemens à la présente Constitution, en tant qu'ils ne porteroient point atteinte aux articles de ce titre & à ceux du titre 2. qui le précède,



lesquels restent littéralement définitifs & invariables.

## TITRE IV.

### Division du Territoire.

**ART. 16.** Le VALAIS forme une République soumise à la même constitution & aux mêmes lois.

SION est le chef-lieu de la République, & les Autorités supérieures y tiennent leurs séances.

17. Le territoire de la République est divisé en douze Dixains.

Ces Dixains sont :

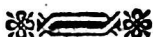
|                   |   |   |
|-------------------|---|---|
| Conches.          | } | avec les chefs-lieux,<br>qu'ils avoient en 1797.<br>& dans les limites d'alors. |
| Brigue.           |   |   |
| Viège.            |   |   |
| Rarogne & Moërel. |   |   |
| Loèche.           |   |   |
| Sierre.           |   |   |

SION dans les limites de son district actuel, avec Nenda, Veyfona, & Sallins.

HERMENCE de même, à l'exception de Nenda, Veyfona et Sallins.

|              |   |                                      |
|--------------|---|--------------------------------------|
| Martigny.    | } | dans les limites de leurs districts. |
| Sembracher.  |   |                                      |
| St. Maurice. |   |                                      |
| Monthey.     |   |                                      |
|              |   |                                      |

Ces six derniers Dixains gardent les chefs-lieux qu'ils ont eu pendant qu'ils étoient formés en districts.



## TITRE V.

### *Etat politique des Citoyens.*

---

**ART. 18.** Sont citoyens du VALAIS.

**A.** Ceux qui étant citoyens actifs en VALAIS, aux termes des loix présentement en vigueur dans la République helvétique, sont ou se feront recevoir communiens dans une commune quelconque, suivant un mode aisé que la loi déterminera pour cette classe d'habitans.

**B.** Les étrangers qui acquerront un droit de communauté, après avoir été préalablement naturalisés par la Diète, suivant les conditions qui seront déterminées par la loi.

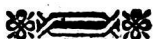
19. Nul ne peut exercer le droit de citoyen; s'il n'est âgé de vingt-ans, & s'il n'a un an de domicile de fait sur le territoire de la République. Nul ne peut voter dans une autre commune que celle dont il est communiens.

20. Nul n'est éligible aux fonctions communales qu'à l'âge de vingt-un ans accomplis, à celles de Dixain qu'à celui de vingt-cinq ans, & aux fonctions supérieures qu'à l'âge de trente ans.

Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles.

21. La loi détermine les cas qui opèrent la perte ou la suspension du droit de cité.





## TITRE VI.

### *Etat des Terres.*

---

ART. 22. Aucun bien fond n'est grévé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

23. Toutes redevances de cette nature actuellement existantes sont rachetables, & notamment les dixmes & censés.

24. Le mode du rachat fera déterminé d'ici à la fin de la Diète de May 1803 au plus tard.

## TITRE VII.

### *Autorités des Communes & Dixains.*

---

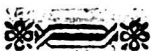
25. Chaque commune a un Conseil composé au plus de douze membres & des Syndics de la commune pour l'administration des biens communaux, la détermination des dépenses, la répartition des charges, & les réglemens de police locale.

Les Présidens, les Syndics, & les membres du Conseil de la commune sont nommés par l'assemblée générale de la commune. Elle détermine la durée de leurs fonctions.

26. Les Chefs du Conseil de la commune procurent l'exécution des loix, & réglemens administratifs qui leur sont adressés par les Présidens de Conseil de Dixain.

27. Il y a dans chaque Dixain un conseil composé d'un Président & du Chef du conseil de chaque commune.

Les communes qui ont plus de cent citoyens actifs, députent en outre au Conseil un député.



par cent citoyens, & de ce nombre doit être un des Sindics.

28. Le Conseil du Dixain fait les nominations qui lui sont attribuées, règle les dépenses du Dixain, répartit les charges entre les communes, sauf appel au conseil d'Etat composé comme il est dit à l'article 59. & délibère sur les affaires communes du Dixain.

29. Le Président du conseil de Dixain en convoque les assemblées ordinaires & extraordinaires.

Il est de droit l'un des députés du Dixain à la Diète générale. Il est chargé sous les ordres du conseil d'Etat de l'exécution des loix, réglemens & ordonnances, & employe à cet effet les Chefs de conseil des communes qui lui sont subordonnés sous ce rapport.

30. Les Présidents des conseils de Dixain reçoivent une indemnité, qui sera fixée par la Diète. La loi détermine le mode de leur nomination.

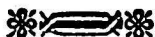
## T I T R E. VIII.

### *Du Gouvernement.*

---

ART. 31. La République est gouvernée par une Diète générale & un Conseil d'Etat.

32. La Diète générale est composée des députés de chaque Dixain élus dans la proportion d'un député par deux mille ames, y compris le Président du Dixain. La loi statue sur les fractions. Chaque Dixain ne peut avoir moins de deux députés.



Le Révérendissime Evêque de Sion a séance & voix délibérative à la Diète. Il est le seul ecclésiastique qui y ait entrée.

33. Les députés à la Diète générale sont nommés par les conseils de Dixain qui s'assemblent à cet effet le premier Dimanche de Mai. Ils restent deux ans en place & sont rééligibles.

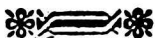
34. Pour être éligible à la Diète, il faut avoir rempli des fonctions législatives ou judiciaires, ou administratives, dans les autorités supérieures & des dixains, ou exercé l'office de Notaire public, ou avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne.

35. Tout citoyen né depuis 1780 ne pourra être député à la Diète, s'il n'est pas en état de comprendre les deux langues allemande & française.

36. La Diète nomme dans son sein son Président & son Vice-Président. L'un d'eux doit être des Dixains au dessus de la Raspile & l'autre de ceux audessous. Ils sont élus pour deux années, & sont rééligibles tant qu'ils sont membres de la Diète.

37. Les membres de la Diète reçoivent une indemnité qui sera déterminée par elle.

38. La Diète s'assemble deux fois l'année, savoir: le 15. Mai & le 15. Novembre. Ses séances ordinaires ne doivent pas durer plus de quinze jours. Le conseil d'Etat peut les prolonger & convoquer la Diète extraordinairement. Il peut aussi consulter les membres de la diète par circulaire & par la voye du Président de la Diète.



39. Le conseil d'Etat est composé d'un Président qui porte le titre de Grand-Baillif & de deux Conseillers d'Etat. Ils sont nommés par la Diète dedans ou dehors de son sein, & ils ont un Secrétaire d'Etat, qui est à leur nomination.

40. Les indemnités des membres du conseil d'Etat sont déterminées par la Diète. Elles ne sont perçues que par les membres présens.

41. Il ne peut jamais y avoir deux membres du même Dixain dans le Conseil d'Etat.

42. Il y a un Vice-Baillif & deux Vice-Conseillers d'Etat, qui remplacent les titulaires en cas d'absence ou de mort. Ils sont nommés par la Diète de son sein ou dehors, & cessent d'être membres de la Diète, s'ils en faisaient partie.

43. Pour être élu Grand-Baillif, Vice-Baillif, Conseiller & Vice-Conseiller d'Etat il faut avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives supérieures avant ou depuis 1798

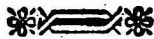
44. Les membres du Conseil d'Etat restent trois ans en place. Ils sont renouvelés par tiers chaque année. Le premier renouvellement ne commencera qu'en l'an 1805. Les membres sortans ne sont rééligibles qu'au bout de trois ans.

## TITRE IX.

### *Des pouvoirs de la Diète.*

---

ART. 45. Le pouvoir législatif appartient à la Diète générale. Aucune loi ne peut y être mise en délibération que sur la proposition du Conseil d'Etat, qui sera composé à cet effet du



Grand-Baillif, des deux Conseillers, du Vice-Baillif & des deux Vice-Conseillers d'Etat.

46. Les nominations sont faites dans la Diète au scrutin secret.

47. Les loix décrétées par la Diète sont exécutoires pour toute la République, du moment qu'elles sont scellées & promulguées par le Conseil d'Etat.

48. La Diète reçoit tous les ans au mois de mai les comptes du Conseil d'Etat pour l'année précédente & les rend publics. Le Conseil d'Etat lui présente en même tems un aperçu des revenus & des dépenses à faire pour l'année suivante.

49. La Diète nomme aux dignités & bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartenoit à l'ancien Gouvernement du VALAIS.

50. La Diète a le pouvoir de faire grace & de commuer les peines sur la proposition nécessaire & préalable du Conseil d'Etat.

## T I T R E X.

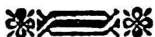
### Des pouvoirs du Conseil d'Etat.

ART. 51. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution des loix & de toute l'administration publique, qui y est relative.

52. Le Grand Baillif en sa qualité de Président du Conseil d'Etat scelle & fait promulguer les loix & signe les décisions du Conseil; elles sont contresignées par le Secrétaire d'Etat.

Il a en outre dans son département :

La sûreté intérieure & extérieure de la République



Les relations d'amitié, de politiques & de commerce avec les puissances étrangères.

L'administration militaire & la disposition de la force armée.

La reception des dépêches & pétitions, qui sont adressées généralement au Conseil d'Etat & leur distribution aux divers départemens, & généralement toutes les affaires qui ne sont pas spécialement attribuées à aucun département.

53. L'un des Conseillers d'Etat est chargé :

De l'administration de la Justice civile & criminelle.

De la police intérieure.

De l'instruction publique.

Des rapports avec l'autorité ecclésiastique,

Du régime administratif.

Et de la salubrité publique.

54. L'autre Conseiller d'Etat est chargé :

De l'administration des Domaines.

De l'administration & perception des revenus publics de tout genre.

De la confection & entretien des routes, ponts, & chaussées & autres travaux publics.

De l'exploitation des mines, poudre & salpêtre.

De l'inspection sur le commerce, & l'industrie.

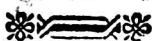
55. Les affaires sont délibérées & décidées par le Conseil d'Etat sur le rapport de celui de ses membres, dont elles concernent le département.

Chaque membre du Conseil est responsable du retard soit dans l'instruction soit dans l'expédition des affaires de son département.

56. Le Conseiller d'Etat chargé des finances doit fournir une caution, qui soit acceptée par la Diète.

57. Le Conseil d'Etat rend chaque année ses comptes de recette & dépense à la Diète du mois de Mai. S'il manque à les rendre à ce terme, ou s'il y a déficit de deniers, la Diète le déclarera destitué par le fait.

58. Le Conseil d'Etat dispose de la force armée, dont le nombre & le régime sont réglés par la loi,



69. Le contentieux de l'administration est attribué au Conseil d'État réuni aux Présidens des Conseils de Dixain.

## TITRE XI.

### *Ordre judiciaire.*

60. Chaque commune peut avoir dans son sein un Juge de première instance sous le nom de Chatelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles, & qui prononce en dernier ressort jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par la loi.

Cette fonction n'est pas incompatible avec celle de Chef du Conseil de la commune.

61. Les Chatelains des communes sont nommés par l'assemblée générale de chaque commune, sur une présentation quadruple faite par le Conseil. Cette nomination se fait tous les deux ans le dernier Dimanche d'Avril.

62. Les Chatelains de commune sont deux ans en fonction : ils sont toujours rééligibles ; ils prêtent serment entre les mains du Grand-Chatelain.

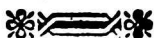
63. Il y a dans chaque Dixain un juge sous le nom de Grand-Chatelain qui a un Lieutenant.

64. Le Lieutenant du Grand-Chatelain est Juge en première instance des causes des communes, qui n'ont pas de Chatelain.

65. D'un jugement de première instance, on appelle en cour du Dixain, qui est composée du Grand Chatelain ou de son Lieutenant, & de six Assesseurs. Ces assesseurs sont choisis parmi les Juges de commune anciens Juges, Grand-Chatelains, & leurs Lieutenants dans leur Dixain ou dans les Dixains voisins. La loi détermine la manière dont ils sont nommés.

66. Dans aucun cas un Juge ne peut siéger en cour d'appel dans une cause jugée par lui en première instance.

67. Le Grand-Chatelain est élu tous les deux ans par le Conseil du Dixain, qui s'assemble le premier Dimanche de Mai. Il prête serment entre les mains de son prédécesseur & pour la première fois entre les mains du Président du Tribunal du District.



68. Le Grand-Chatelain est rééligible une fois; mais après quatre ans d'exercice, il faut un intervalle de deux ans, pour qu'il puisse être réélu.

69. Pour être Grand-Chatelain, il faut être domicilié dans le Dixain, avoir été Juge ou Notaire & à compter de 1810 il faut avoir étudié le droit.

70. Le Lieutenant du Grand-Chatelain est nommé de la même manière que celui-ci, pour le même tems, & sous les mêmes conditions. Il remplace le Grand-Chatelain quand il ne peut remplir ses fonctions & prête serment entre ses mains.

71. Dans les causes criminelles & de police correctionnelle, le Grand-Chatelain ou son Lieutenant qui instruisent les procédures avec deux Assesseurs, forment avec huit Assesseurs choisis comme il est dit à l'article 65, le Tribunal de première instance.

72. Il y a un Tribunal d'appel pour toute la République qui juge en dernier ressort les causes civiles, & criminelles. La loi en détermine l'organisation.

73. Dans les Procès civils & criminels contradictoires, les vacations des Chatelains, Grand Chatelains & Assesseurs, & du Tribunal d'appel, seront payées d'après la taxe, que la loi déterminera. Dans les Procès criminels & de police correctionnelle inquisitoires, l'Etat en fait les frais sauf recours contre qui de droit.

74. Du moment de l'acceptation de la présente Constitution, les lois existantes au premier Janvier 1798 tant au civil qu'au criminel seront seules en vigueur, tant que la Diète n'y aura fait aucun changement. Cet article n'est pas applicable aux matières féodales.

75. En attendant la révision des lois criminelles, le Tribunal d'appel pourra, quand il le jugera convenable, proposer à la Diète la mitigation de la peine; Il enverra à cet effet au Conseil d'Etat la procédure & son rapport.

76. Les fonctions judiciaires & administratives ne sont pas incompatibles dans la même personne.



\* \* \* \* \*

*La Diète de la République du Valais.*

Où le rapport de son Comité de Constitution, après mure délibération a décrété à l'unanimité, que la présente Constitution en soixante seize articles est acceptée au nom du peuple Valaisan pour être la Constitution fondamentale de la République du Valais.

Que quatre expéditions originales en seront dressées paraphées au bas de chaque page par le Président & les Secrétaires de la Diète & revêtues du présent Acte d'acceptation signé par eux & scellé du sceau de la République, pour trois des dites expéditions être remises aux Envoyés des trois Puissances garantes, & la quatrième leur être présentée à l'effet d'être vidimée par eux & revêtue de leur sceau pour former l'Acte original, qui demeurera déposé aux Archives de la République.

Extrait du Protocolle de la Diète de la République du Valais du 30. Aoust 1802.

Scellé du sceau de la République.

*Le Président de la Diète STOKALPER.*

*Les Secrétaires } TOUSARD DOLBEC.*  
*de la Diète. } AUGUSTINI.*

Les Envoyés des Républiques française, Italienne, & helvétique certifient que la présente chartre est l'un des quatre originaux de la Constitution de la République Valaisane, & de l'acceptation que la Diète en a dégrétée.

Bex le 13. Fructidor an dix de la République française & Sion le 31. Aout 1802.

*Turreau. Müller-Friedberg. Lambertenghi.*

(L.S.)

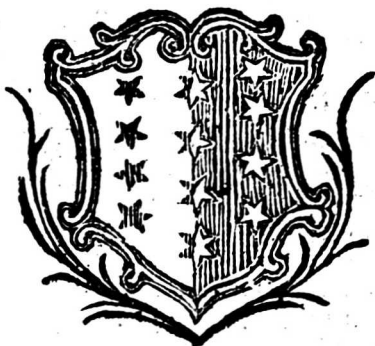
(L.S.)

(L.S.)

# Staatsverfassung

für die

## Republik Wallis.



---

GELEN

Bey Anton Advokat 1802.

PA 1348,6





## Im Namen des Allmächtigen Gottes.

---

### Titel I.

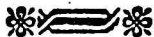
Art. 1. Die heilige, katholische, apostolische, römische Religion ist die Religion des Staates; diese allein hat einen öffentlichen Gottesdienst. Das Gesetz sorget, daß sie weder in ihrer Lehre noch in ihrer Ausübung gestört werde.

### Titel II.

Art. 2. Das Wallis bildet einen freien und unabhängigen Staat, der von der Fränkischen, Helvetischen und Italienischen Republik abgesondert, und von diesen drei Republiken unterstützt ist, die zu diesem Ziele seine Unabhängigkeit gewähren.

Art. 3. Die Gewährleistung der Unabhängigkeit der Helvetischen Republik, so wie selbe in dem elften Artikel des Friedensschlusses zu Luneville ist erklärt worden, soll auch von Seite Frankreichs auf das Wallis angewendet werden; weil dieses Land in dem Zeitpunkte, wo dieser Friedensschluß ist gemacht worden, einen Bestandtheil Helvetiens bildete.

Art. 4. Die fränkische Republik wird einen freien und immerwährenden Gebrauch einer kommerzialen und militärischen Straße haben, welche durch das Wallis über den Simplen von dem Departement des Montblanc bis auf das Gebiet der Italienischen Republik gerichtet ist.



## Titel. III.

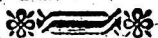
Art. 5. Die StraÙe, welche wirklich auf dem Sumpelberge angelegt wird, soll auf Unkosten der Fränkischen und Italienischen Republik gemacht und unterhalten werden. Die Eigenthümer, derer Güter für diese StraÙe schon sind genommen worden, oder noch genommen werden könnten, sollen von diesen zwey Republikken allein entschädiget werden. Die Valesianische Regierung soll über die Direktion, welche dieser StraÙe zu geben ist, zu Rathe gezogen werden.

Art. 6. Das Wallis soll auf seine Unkosten die wirklich bestehende StraÙe von St. Gingoux bis auf Brig unterhalten; jene Theile, welche fehlen sollten, wieder machen, und den Reisenden und dem Durchzuge der Waaren auf ihrem Gebiete Sicherheit verschaffen.

Art. 7. Das Wallis ist nicht verpflichtet, seine Pässe zu bewahren; die Fränkische Republik allein nimmt die Beschwerde auf sich, selbe zu beschützen; ihre Truppen, welche dazu gebraucht werden, sollen von ihr bezahlt und alle nöthige Werke auf ihre Unkosten gemacht und unterhalten werden.

Art. 8. Die Fränkische Republik soll in dem Wallis alle nöthige Einrichtungen und Anstalten machen, so daß der Dienst ihrer Durchzugstruppen in Rücksicht der Einquartierungen, Lebensmittel, Futter, Führen und Lieferungen aller Art keine Schwierigkeit leide, und niemals dem Lande zur Last falle.

Art. 9. Das Wallis verbindt sich, keine andere neue KommunikationsstraÙe mit benachbarten Staaten zu eröffnen, ehe es mit der Fränkischen Republik sich hierüber einverstanden haben wird.



Art. 10. Die Fränkische und Italienische Republik verlangt auf dem Balestanischen Gebiete wegen der auf ihre Unkosten gemachten Straße über den Snympelnberg keine Maut-Zoll- oder Transitgebühr, unter was für einem Namen es seyn mag. Hingegen verpflichtet sich das Wallis, keines dergleichen Rechte ohne Einwilligung der Fränkischen und Italienischen Republik einzuführen.

Art. 11 Das Wallis, die Fränkische und Italienische Republik werden Pferdposten, welche sie zum Dienste der Straße notwendig erachten, und so viel es einen jeden dieser Staate betrifft, gemeinschaftlich und zu gleicher Zeit aufrichten und unterhalten.

Art 12. Die Hospizien auf dem Snympeln- und St. Bernardsberge, und die Wege, welche dahin führen, sollen in gutem Stande erhalten werden.

Art. 13. Das Wallis behält das Recht, anerkannte Regimente in fremden Diensten zu haben.

Art. 14. Da die Republik Wallis keine Botschafter, keine politische und kommerziale Agenten als in die drey gewährleistenden Republiken schicket und nur von ihnen dergleichen annimmt; so werden die Botschafter und kommerziale Agenten der Fränkischen Republik an den Orten, wo Wallis keinen Agenten hat, die Balestanischen Bürger beschützen welche sie um ihre Dienste ansuchen werden.

Art. 15. Das Wallis, Kraft seiner Unabhängigkeit bleibt im völligen Rechte, in dieser gegenwärtigen Verfassung Abänderungen zu machen, in so weit diese die Artikel dieses Titels und diejenigen des zwenten, der diesem vorgeht, nicht verletzen; denn diese bleiben buchstäblich bestimmt und unänderlich.

## T i t e l. IV.

### E i n t h e i l u n g d e s G e b i e t e s.

Art. 16. Das Wallis bildet eine Republik, welche derselbigen Verfassung und denselbigen Gesetzen unterworfen ist.

Sitten ist der Hauptort der Republik, und die höchsten Behörden halten da ihre Sitzungen.

Art. 17. Das Gebiet der Republik ist in zwölf Zehnen abgetheilt.

Diese Zehnen sind :

Goms,  
Brig,  
Disp,  
Koren und Mòrel,  
Leuf,  
Sider,

} In den selbigen Grenzen und mit denselbigen Hauptorten die sie 1797 hatten.

Sitten, in den Grenzen seines wirklichen Distriktes, mit Nendaz, Wensona und Salins.

Hermenze, eben so, Nendaz, Wensona und Salins ausgenommen.

Martinacht,  
Sembrancher,  
St. Maurizen,  
Monthey,

} In den Grenzen ihres wirklichen Distriktes.

Diese sechs letztern Zehnen behalten ihre Hauptorte, die sie als Distrikte hatten.

## T i t e l V.

### P o l i t i s c h e r Z u s t a n d d e r B ü r g e r.

Art. 18. Valaisanische Bürger sind.

1. Diejenigen, welche laut der in der Helvetischen Republik über diesen Gegenstand in Kraft

stehenden Gesetze im Wallis Altlobbürger, und in irgend einer Gemeinde Gemeinder sind, oder sich als Gemeinder auf eine leichte, durch das Gesetz für diese Klasse der Einwohner zu bestimmende Weise, werden aufnehmen lassen.

**B.** Alle Fremde, welche ein Gemeindrecht kaufen, wenn sie zuvor von dem Landrath laut der Bedingnisse, welche das Gesetz bestimmen wird, werden naturalisirt worden seyn.

Art. 19. Niemand kann das Bürgerrecht ausüben wenn er nicht zwanzig Jahre alt, und wenigstens ein Jahr in dem Bezirke der Republik säßhaft gewesen ist. Niemand hat das Stimmrecht in einer andern Gemeinde als in derjenigen, wo er Gemeinder ist.

Art. 20. Niemand kann zu Gemeindämtern gewählt werden, wenn er nicht das Alter von 21. erfüllten Jahren hat; zu den Zehnenämtern, jenes von 25. Jahren; zu den höchsten Staatsämtern, jenes von 30 Jahren. Die geistlichen Funktionen sind mit den civilischen Aemtern unverträglich.

Art. 21. Das Gesetz bestimmt die Fälle, welche den Verlust oder die Einstellung des Bürgerrechtes bewirken.

## Titel VI. Zustand der Grundgüter.

Art. 22. Kein Grundstück ist mit einer ewigen und unablässlichen Beschwerde belastet.

Art. 23. Alle dergleichen Beschwerden, die wirklich bestehen und namentlich die Zehnden und Bodenzinse können losgekauft werden.

Art. 24. Die Art des Loskaufes soll aufs späteste bis am Ende des Mayenlandrathes 1803 bestimmt werden.



## Titel VII.

### Gemeind- und Zehnenbehörden.

Art. 25. Eine jede Gemeinde hat einen Gemeinderath, der aufs höchste aus zwölf Gliedern und den Gewaltshabern der Gemeinde besteht. Er hat die Verwaltung der Gemeindgüter, die Bestimmung der Ausgaben, die Vertheilung der Beschwerden und die Einrichtung der Ortspolizen auf sich.

Der Präsident, die Gewaltshaber und die Glieder des Rathes werden von der allgemeinen Bürgerversammlung gewählt; diese bestimmt die Dauer ihrer Funktionen.

Art. 26. Den Häuptern des Gemeinderathes ist die Vollziehung der Gesetze und die Verwaltungsverordnungen, welche ihnen von dem Präsidenten des Zehnenrathes zugesandt werden, aufgetragen.

Art. 27. In einem jeden Zehnen ist ein Rath, welcher aus dem Zehnenpräsidenten und dem Präsidenten eines jeden Gemeinderathes besteht.

Die Gemeinden, welche mehr als hundert Aktivbürger haben, senden über das noch einen Deputirten durch hundert auf den Zehnenrath, der immer einer der Gewaltshaber seyn muß.

Art. 28. Der Zehnenrath macht die Wahlen, welche ihm zugeeignet sind; richtet die Zehnenausgaben ein; vertheilet die Beschwerden unter die Gemeinden; mit Vorbehalt, daß diese sich an den Staatsrath, der zu diesem Ziele auf die im 59 Artikel vorgeschriebene Art zusammen gesetzt ist, wenden können; er berathschlaget über die allgemeinen Geschäfte des Zehnen.

Art. 29. Der Präsident des Zehnenrathes beruft

die ordentlichen und außerordentlichen Versammlungen desselben zusammen.

Er ist mit Rechte immer einer der Deputirten des Zehners auf den Landrath; er ist beauftraget, unter den Befehlen des Staatsrathes, die Gesetze Verordnungen und Beschlüsse zu vollziehen, und brauchet zu diesem Ziele die Häupter der Gemeindräthe, welche ihm in diesem Stücke untergeordnet sind.

Art. 30. Die Präsidenten des Zehnerathes empfangen eine Entschädigung, welche von dem Landrath bestimmt werden soll. Das Gesetz verordnet die Wahlart derselben.

## Titel VIII

### Von der Regierung.

Art. 31. Die Republik wird von einem Landrath und einem Staatsrath regieret.

Art. 32. Der Landrath besteht aus den Deputirten von einem jeden Zehner. Den Präsidenten einbegriffen, wählet ein jeder Zehner einen Deputirten durch 2000 Seelen. Das Gesetz wird über die Fractionen beschließen. Ein jeder Zehner kann nicht weniger als zwey Deputirte haben.

Der Hochwürdigste Bischof von Sitten hat in dem Landrath Sitz und Stimm. Er ist der einzige Geistliche, der dabey gegenwärtig seyn kann.

Art. 33. Die Deputirten auf den Landrath werden von den Zehnerräthen gewählt, die sich deswegen am ersten Sonntage des Mayens versämbeln. Sie bleiben zwey Jahre an ihrer Stelle, und sind wieder wählbar.

Art. 34. Um auf den Landrath wählbar zu seyn, muß man das Amt eines Gesetzgebers, Richters

oder Verwalters in den höchsten Behörden oder im Zehnen bekleidet haben, oder das Amt eines öffentlichen Schreibers ausüben, oder eine Offizierstelle in den Linientruppen bejessen haben.

Art. 35. Kein Bürger, der seit 1780 geboren ist, kann auf den Landrath deputirt werden, wenn er nicht die französische und deutsche Sprache versteht.

Art. 36. Der Landrath nennt aus seiner Mitte seinen Präsidenten und Vicepräsidenten. Einer von beiden muß immer von den Zehnen oben der Raspile, der andere aber von denjenigen unter derselben seyn. Sie werden für zwey Jahre gewählt, und sind wieder wählbar, so lange sie Glieder des Landrathes sind.

Art. 37. Die Glieder des Landrathes erhalten eine Entschädigung, die von dieser Versammlung selbst bestimmt wird.

Art. 38. Der Landrath versammelt sich zweymal des Jahres, nämlich den 15 Mayens und den 15. Wintermonats. Ihre ordentlichen Sitzungen dauern nicht länger als 15 Tage; doch kann der Staatsrath die Dauer derselben verlängern, und den Landrath außerordentlich zusammenrufen; er kann auch durch ein Kreisschreiben, und durch den Kanal des Landratspräsidenten die Glieder des Landrathes zu Rathe ziehen.

Art. 39. Der Staatsrath besteht aus einem Präsidenten, der Landshauptmann betitelt wird, und aus zwey Staatsräthen. Sie werden von dem Landrathe in oder außer seinem Schoosse gewählt; sie haben einen Landschreiber; der von ihnen erwählt wird.

Art. 40. Die Entschädigungen der Glieder des Staatsrathes werden von dem Landrathe bestimmt,

und können nur von den Anwesenden Gliedern bezogen werden.

Art. 41. In dem Staatsrathe können niemals zwei Glieder von dem selbigen Zehnen seyn.

Art. 42. Es ist ein Landshauptmann Statthalter und zwei Vizestatthalter. Sie ersetzen in Todes- und Abwesenheitsfällen ihre Prinzipalen. Sie werden von dem Landrathe in- oder außer seinem Schooße gewählt, und wenn sie Glieder des Landrathes sind; so hören sie auf es zu seyn.

Art. 43. Um Landshauptmann, Landshauptmannstatthalter, Staatsräthe und Vizestaatsräthe können gewählt werden, muß man die Stelle eines Gesetzgebers, Richters oder Verwalters in den höchsten Behörden vor oder seit 1798 bekleidet haben.

Art. 44. Die Glieder des Staatsrathes bleiben drei Jahre an ihrer Stelle. Sie werden alle Jahre drittelweis erneuert. Die erste Erneuerung aber fängt erst 1805 an. Die austretenden Glieder können nicht eher als nach dem Verlaufe dreier Jahre wieder gewählt werden.

## Titel IX.

### Von der Gewalt des Landrathes.

Art. 45. Dem Landrathe gehört die Gesetzgebende Gewalt; kein Gesetz kann in Berathschlagung gezogen werden, welches nicht von dem Staatsrathe, zu diesem Ziele mit seinen Stellvertretern vereinigt, ist vorgeschlagen worden.

Art. 46. Die Wahlen in dem Landrathe werden durch geheimes Stimmenmehr gemacht.

Art. 47. Die von dem Landrathe beschlossenen Gesetze sollen in dem Bezirke der ganzen Republik

vollzogen werden, so bald sie von dem Staatsrathe besiegelt und öffentlich bekannt gemacht worden sind.

Art. 48. Der Landrath nimmt alle Jahre im Mayenmonate die Rechnungen für das verfllossene Jahr von dem Staatsrathe an, und macht selbe bekannt; der Staatsrath legt ihm zugleich Zeit eine Uebersicht sowohl der Einkünfte als der Ausgaben vor, welche für das künftige Jahr zu machen sind.

Art. 49. Der Landrath ernennt zu geistlichen Würden und Pfründen, zu welchen die vormalige Regierung des Wallis ernannte.

Art. 50. Auf den vorläufigen und nothwendigen Vortrag des Staatsrathes hat der Landrath das Recht zu begnadigen, und die Strafen zu verändern.

## Titel X.

### Von der Gewalt des Staatsrathes.

Art. 51. Dem Staatsrathe ist die Vollziehung der Gesetze und die ganze öffentliche Verwaltung, die darauf einen Bezug hat, aufgetragen.

Art. 52. Der Landshauptmann als Präsident des Staatsrathes siegelt die Gesetze, und macht sie bekannt; unterzeichnet die Beschlüsse des Rathes; sie werden von dem Landschreiber unterschrieben.

Er hat über das in seinem Departemente die innere und äußere Sicherheit der Republik; unterhält die Relationen mit fremden Mächten, was sich auf Freundschaft, Politik und Handelschaft bezieht; er hat die Verwaltung des Kriegswesens, und verordnet über die bewaffnete Macht.

Er nimmt die Depeschen und Petitionen an, welche dem Staatsrathe zugesandt werden, theilet sie

In die gehörige Fächer aus; und besorget überhaupt alle Geschäfte, welche nicht ausdrücklich einem andern Departemente zugereignet sind.

Art. 53. Einer von den Staatsrathen besorget die civilische und Kriminalische Rechtslege,

Die innere Polizey,

Den öffentlichen Unterricht;

Die Verhältnisse mit der geistlichen Behörde,

Die Verwaltungsgeschäfte,

Die öffentlichen Gesundheitsanstalten.

Art. 4. Der andere von den Staatsrathen ist beladen Mit der Verwaltung der Nationalgüter.

Mit der Einnahme und Verwaltung der öffentlichen Einkünfte von jeder Gattung.

Mit der Anlegung und Unterhaltung der Straßen Brücken, und andern öffentlichen Arbeiten.

Mit der Obsorge über Minen, Pulver und Salpeter.

Mit der Aufsicht über die Handelschaft und Industrie.

Art. 55. Ein jedes Glied des Staatsrathes ist verpflichtet, die Geschäfte, welche sein Fach betreffen, dem Staatsrathe vorzutragen, welcher dann darüber berathschlaget und entscheidet.

Ein jedes Glied ist für die Verzögerung sowohl in Rücksicht des Vortrages als der Ausfertigung der seinem Fache anhängigen Geschäfte verantwortlich.

Art. 56. Der Staatsrath, der mit dem Finanzwesen beladen ist, soll eine Bürgschaft leisten, die von dem Landrathe angenommen wird.

Art. 57. Der Staatsrath stattet alle Jahre im Maymonate dem Landrathe seine Rechnungen der Einnahmen und Ausgaben ab, wenn er unterläßt, selbe im oben bestimmten Zeitpunkte abzulegen, oder ein Defizit an dem empfangenen Gelde vorhanden ist, so soll ihn der Landrath als wirklich abgesetzt erklären.

Art. 58. Der Staatsrath verordnet über die bewaffnete Macht; die Zahl der Truppen und die Einrichtung derselben wird durch das Gesetz bestimmt.

Art. 59. Der Staatsrath, mit den Präsidenten der Zehnenräthe vereinigt, entscheidet die in der Verwaltung vorkommenden Streitigkeiten.

## Titel XI.

### Von den richterlichen Behörden.

Art. 60. Eine jede Gemeinde kann in ihrer Mitte einen Richter erster Instanz, unter dem Namen Kastlan, haben, vor welchen alle civilische Sündel gebracht werden, erfällt auch ein Endurtheil über eine Summe, die durch das Gesetz bestimmt ist. Dieses Amt ist nicht unverträglich mit demjenigen eines Vorstehers des Gemeindrathes.

Art. 61. Die Kastläne der Gemeinden werden auf einen vierfachen Vorschlag des Gemeindrathes von einer jeden Gemeindeversammlung gewählt. Diese Wahl wird alle zwey Jahre am letzten Sonntage Aprills gemacht.

Art. 62. Die Gemeindkastläne bleiben zwey Jahre an ihrer Stelle, und sind allemal wieder wählbar. Sie legen den Eid in die Hände des Großkastlans ab.

Art. 63. In einem jeden Zehnen ist ein Richter unter dem Namen Großkastlan; dieser hat einen Statthalter.

Art. 64. Der Statthalter des Großkastlans ist in den Sündeln der Gemeinden, welche keinen Kastlan haben, Richter erster Instanz.

Art. 65. Von dem Urtheile erster Instanz appellirt man zum Zehengericht, welches aus dem Großkastlan, oder seinem Statthalter und sechs Beysitzern besteht. Diese Beysitzer werden unter den Gemeindevichtern, alten Richtern, Großkastlänen und ihren Statthaltern in dem Zehnen selbst, oder in den benachbarten Zehnen gewählt. Das Gesetz bestimmt die Wahlart.

Art. 66. In keinem Falle kann ein Richter bey einem Appellationsgericht in einem Sündel, der von ihm schon in erster Instanz beurtheilt worden ist, Sitz und Stimm haben.

Art. 67. Der Großkastlan wird alle zwey Jahre von dem Zehnenrath gewählt, der sich am ersten Sonntage des Novembermonats versammelt. Er legt den Eid in die Hände seines Vorfahrers ab; das erstemal aber in die Hände des Präsidenten des Districtsgerichtes.

Art. 68. Der Großkasslan ist nur einmal wieder wählbar. Wenn er vier Jahre in diesem Amte gestanden ist, so kann er nicht eher als nach dem verlaufe zweyer Jahre wieder gewählt werden.

Art. 69. Um zur Stelle eines Großkasslanes zu gelangen, muß man in dem Zehnen sakhast, und Richter oder Schreiber gewesen seyn; und, von 1810 an zu zählen, das Recht studiert haben.

Art. 70. Der Statthalter des Großkasslans wird auf die selbige Art, für die selbige Zeit und unter denselbigen Bedingnissen, wie sein Prinzipal gewählt. Er vertritt die Stelle des Großkasslans, wenn dieser seine Funktionen nicht verrichten kann. Er legt den Eid in dessen Hände ab.

Art. 71. In den kriminalischen Sündeln und der Korrektionspolizey richtet der Großkasslan oder sein Statthalter mit zwey Beysitzern den Prozeß ein, und bildet mit acht Beysitzern das Kriminalgericht, erster Instanz. Die Beysitzer werden auf dieselbige Art gewählt, wie im 65. Artikel gesagt ist.

Art. 62. Es ist ein Appellationsgericht für die ganze Republik, welches das Endurtheil über alle sowohl civilische als kriminalische Sündel fället; das Gesetz bestimmt die Organisation desselben.

Art. 73. In den contradictorisch, civilischen und kriminalischen Prozessen werden die Kasslane, Beysitzer und die Glieder des Appellationsgericht für ihre Vakationen nach einer durch das Gesetz zu bestimmenden Taxe bezahlet werden; die inquisitorisch, kriminalischen und Korrektionspolizey, Prozesse werden auf Unkosten des Staates geführt; mit Vorbehalt des Rekurses wider denjenigen laut Rechtes.

Art. 74. Von dem Augenblicke an, wo diese gegenwärtige Verfassung wird angenommen worden seyn; sollen alle an dem ersten Jener 1798 bestehende sowohl civilische als kriminalische Gesetze allein in Kraft seyn, bis der Landrath hierin einige Abänderung wird gemacht haben. Dieser Artikel aber soll nicht auf die Feodalmatieren anwendbar seyn.

Art. 75. Unterdessen bis die kriminalische Gesetze werden untersucht werden, kann das Appellationsgericht, wenn es von ihm thunlich erachtet wird,



dem Landrath eine Linderung der Strafe vorschlagen. Es wird deswegen dem Staatsrathe die Prozedur und seinen Bericht darüber zuschicken.

Art. 76. Dieselbige Person kann zugleich richterliche und Verwaltungsstellen bekleiden.

Der Landrath der Republik Wallis hat nach Anhörung des Berichtes seiner Verfassungskommission und nach reifer Ueberlegung einhellig beschlossen, daß diese gegenwärtige Verfassung, die in 76 Artikeln besteht, im Namen des Valaisianischen Volkes angenommen ist, um die Grundverfassung der Republik Wallis zu seyn.

Daß vier Originale derselben verfaßt, von dem Präsidenten und den Sekretären des Landrathes unten an einem jeden Blatte paraphirt, und mit dem von ihnen unterzeichneten und mit dem Vetschaft der Republik besiegelten Annahmsakt versehen werden sollen, um drey der gemeldten Originale den Gesandten der drey gewäh. leistenden Mächte zuzusellen, und das vierte ihnen vorzulegen, damit es von ihnen kollationirt und mit ihrem Siegel versehen werde um den Originalakt zu bilden, der in das Archiv der Republik gelegt und darin aufbewahret werden soll.

Auszug aus dem Protokolle des Landrathes der Republik Wallis den 30. Augustmonats 1802 mit dem Siegel der Republik versehen.

Der Präsident des Landrathes Stodalper.

Die Sekretäre des Landrathes

Augustini und Tousseard Dolbec.

Die Gesandten der Fränkischen, Helvetischen und Italienischen Republik bezeugen, daß gegenwärtiger Verfassungsakt eines der drey Originale der Valaisianischen Staatsverfassung und der Annahme derselben sey, welche der Landrath beschlossen hat.

Der den 12. Fructidors im 10. Jahre der Fränkischen Republik, und Sitten den 30. Augustmonats 1802.

Turreau. Müller-Friedberg. Lambertenghi.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)































